

ture ukrainienne. « Le Canard » du 14 mai avait titré : « De l'huile de moteur dans la mayo », « Le Parisien » (16/5) titre : « De l'huile de moteur dans la mayonnaise... » Nuance.

Et de citer une « note de la DGCCRF datant du 7 mai », selon laquelle il est impossible de connaître le nombre de retraits de lots frelatés, note qu'il n'a pu trouver que dans notre journal, puisqu'elle nous avait été adressée par la DGCCRF en réponse à une question du « Canard ».

Prochain sujet de papier : l'huile de coude pour faire des enquêtes ?

teur poserait un problème, à partir du moment où c'est autorisé et sans danger pour la santé. Il faut dire que l'huile de tournesol, l'industrie agroalimentaire en raffole. Elle en met dans les bâtonnets de surimi (4 %), le céleri rémoulade (9 %), la soupe de poisson en conserve (10 %), le poisson pané (9 %), les paupiettes de veau (1 %), le thon et les sardines à l'huile (7 %), etc.

Au rayon sucré, ce n'est pas non plus ce qui manque, entre les pâtes à tartiner chocolatées (19 %), le blé pour petit déjeuner (2 %), les gaufrettes à la confiture (2 %), les barres céréalières et sucrées pour enfants (15 %), les cookies (20 %), etc. Le must restant la mayonnaise (78 %), ta-

sents dans l'huile de tournesol, il en reste après raffinage 2 grammes par kilo. Résultat : les Européens sont appelés à ingurgiter 80 tonnes de lubrifiant au total, dont 5,6 tonnes rien que pour le consommateur français.

Ça baigne dans l'huile !

Professeur Canardeau

### Pan sur le bec !

Dans le « Coups de barre » du 14 mai, la ville de Fontaine-de-Vaucluse a été malencontreusement qualifiée de « ville de Dante », au lieu de « ville de Pétrarque ». La coupable de cette erreur grossière a été condamnée à apprendre par cœur la « Divine comédie » (de Dante, c'est sûr, cette fois !).

tenant, c'est la grève générale. »

Arlette a raison. La grève générale, c'est comme la mort de Pascal Sevrans : ça a bien fini par arriver.

□ MICHEL MOULIN, nouveau conseiller sportif du PSG, a un plan pour faire remonter la cote du club (« Le Parisien », 18/5) : « Tous les joueurs doivent avoir de la classe, jusque dans les détails. Je l'ai vécu de l'extérieur puisque j'ai une loge avec mon entreprise. C'est infernal ! L'accueil n'est pas bon. En ce qui concerne les joueurs, plus de casques sur les oreilles ou des casquettes de travers. »

Et des cendriers propres dans leurs Ferrari !



## On pain

« Les pains », aux olives, au seigle, aux quatre céréales, etc., qui squattent de plus en plus les présentoirs, sont la plupart du temps des « mixtes » industriels achetés clefs en main. Des mélanges de farines assaisonnées d'additifs qui, une fois pétries, donnent telle texture, tel goût, telle couleur. A part pour la « baguette » et « le pain de tradition française », protégés par une appellation (ce qui n'empêche pas de les fabriquer avec de la farine ultra-raffinée à fermentation rapide), le boulanger peut s'en donner à cœur joie avec 98 additifs autorisés. Et les pains au chocolat et autres viennoiseries ? Là encore vous imaginez que c'est votre boulanger qui les fabrique avec amour. Las, 40 % des croissants vendus en boulangerie sont en fait des croissants industriels surgelés. Pourquoi se gêner ? Aucun texte n'oblige l'artisan boulanger à faire lui-même ses viennoiseries. On nous roule dans la farine...

## NEMENTAL HEBDOMADAIRE SORMAIS À L'ÉLYSÉE



# Objectif : tuer la Sécu

PARFOIS, un bref roman en dit plus long que mille articles. Ainsi celui d'Emmanuelle Heidsieck (1), récemment sorti. Antoine Rougemont, haut cadre dans l'assurance privée, est en train d'assister aux obsèques d'une parente. Dans l'assemblée, tous sont du même monde, tous dans l'assurance, son ex-femme, remarquée avec, forcément, un assureur, mais pédégé doré sur tranche, lui, « soirées à Matignon, jet privé Falcon 900 au Bourget, weekends à Shanghai, yacht de 28 mètres, Rothko-Koons-Pollock défiscalisé », etc. Rougemont se sent déclassé, pas à la hauteur, rongé d'envie et ricaneur à la fois. Alors il gamberge, tandis que la messe suit son cours, debout, assis, debout, assis... Il pense au boulot. Au fromage que tous, dans cette église, convoitent : la Sécurité sociale. Ça prendra dix ans, peut-être plus, mais ils en sont persuadés, ils l'auront : « Il faut une génération pour changer un système de santé. »

Napoléon n'était pas si con, se dit-il : il avait interdit les sociétés d'assurances, à ses yeux de simples moyens de spéculation. Mais elles étaient revenues en force, au point qu'en 1945, suivant le programme du Conseil national de la Résistance, pas moins de 34 sociétés d'assurances avaient été nationalisées. Le but des assureurs privés, aujourd'hui : prendre enfin leur revanche sur 1945. Les esprits sont prêts. Et la stratégie aussi. Leur objectif prioritaire : accéder aux « don-



nées de santé » personnelles des assurés. Ainsi, ils « ne pourront plus nous cacher des maladies graves, comme c'est le cas aujourd'hui ». L'affaire est en bonne voie, Rougemont se souvient des étapes qui ont déjà été franchies. « 1. Fin 2002, nous avons convaincu le ministre de la Santé de commander un rapport sur le sujet. 2. Nous avons pris parallèlement contact avec la Cnil. 3. Le rapport ministériel est remis en juin 2003, et préconise des expérimentations. 4. Cinq compagnies d'assurances se lancent dans les expérimentations, prélu à un accès libre de ces données. Les essais doivent démontrer que les transferts d'informations peuvent être développés de manière sécurisée. »

Une fois ces données en main, le tour sera joué ! Car les assureurs pourront alors concurrencer sérieusement la Sécu : ils élimineront de leur clientèle les « mauvais risques », genre malades du sida et du cancer, surtaxeront les vieux, les mal-foutus, les abîmés, les fumeurs, etc., et pourront pro-

mettre aux autres de très avantageux remboursements ! Bref, il s'agit de copier le système américain.

Oui, bon, ce système est tellement génial que 47 millions d'Américains ne peuvent pas s'offrir de couverture santé : le coût moyen annuel de l'assurance a dépassé récemment la barre des 10 000 dollars.

Mais chut, ça, il ne faut pas le dire...

Debout, assis, debout, assis... Antoine Rougemont a des états d'âme, il reste attaché à la Sécu à but non lucratif, universelle et solidaire, mais tous ses collègues, autour de lui, poussent dans le sens contraire. Ecartelé entre un reste d'honnêteté et le panurgisme de classe, il reste là, le cul entre deux chaises. « Papa, mais qu'est-ce que tu fais ? Pourquoi tu restes assis ? Tu ne vois pas que tout le monde s'en va ? Qu'est-ce qui t'arrive ? Ne reste pas sur cette chaise. Ça ne va pas ? Tu es malade ? »

Jean-Luc Porquet

(1) « Il risque de pleuvoir », Seuil, 125 p., 15 €.